



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2024250-0002

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires pour les installations de la société EIFFAGE
INFRASTRUCTURES implantées sur le territoire de la commune de TROYES

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-14 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11-2193 du 27 juillet 2011 applicable aux installations de la société EIFFAGE INFRASTRUCTURES implantées sur le territoire de la commune de TROYES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019148-0003 du 28 mai 2019 applicable à l'exploitant ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024248-0001 du 4 septembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU les rapports de suivi des eaux souterraines du site établis par la société SOCOTEC des 11 janvier 2021, 1^{er} décembre 2021 et 24 juin 2022 ;

VU le rapport établi par l'inspection des installations classées à la suite de la visite d'inspection du 3 novembre 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 19 février 2024 ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur ce projet par courrier du 22 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a mené une cessation d'activité partielle pour son site de TROYES et que le site est dorénavant soumis à déclaration avec contrôles périodiques (DC) au titre de son activité de station service (rubrique 1435) et soumis à déclaration au titre de son activité de stockage d'émulsion (rubrique 4801) ;

CONSIDÉRANT qu'à défaut de demande explicite contraire de l'exploitant ou à défaut d'avoir réalisé de nouvelles déclarations, les procédures qui s'appliquent au site sont celles du régime de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que le suivi mis en place par l'exploitant a mis en avant des concentrations significatives en perchloroéthylène dans les eaux souterraines situées sous son site ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :
« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer la poursuite d'un suivi des eaux souterraines afin de déterminer si le site exploité par la société EIFFAGE INFRASTRUCTURES contribue à ces concentrations ;

CONSIDÉRANT que si une contribution du site est démontrée, il convient d'identifier les origines de cette contribution et de mettre en place les mesures correctives nécessaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 AUTORISATION

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement situées 1 rue Catherine et William Booth sur le territoire de la commune de TROYES et exploitées par la société EIFFAGE INFRASTRUCTURES, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

TITRE 2 PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

CHAPITRE 2.1 SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant met en place un suivi de ses eaux souterraines respectant, a minima, les dispositions suivantes :

– le suivi est mené, a minima, sur la base des prélèvements réalisés sur un piézomètre situé à l'amont hydraulique du site et sur deux piézomètres situés à l'aval. L'exploitant justifie la pertinence de la localisation de ces piézomètres.

– l’exploitant définit la liste des paramètres à rechercher au regard de l’historique de son site. Il analyse a minima les paramètres suivants :

Famille de polluants	Nom	Code SANDRE
Hydrocarbures totaux	C10-C40-Coupes hydrocarbures	3319
COHV	Tetrachloroéthylène	1272
HAP	Benzo(a)pyrène	1115

– chaque année sont menées, a minima, une campagne d’analyses en période de hautes eaux et une campagne d’analyses en période de basses eaux ;

– les résultats de ces campagnes sont renseignés par l’exploitant sur la plateforme gouvernementale dédiée (GIDAF, actuellement), a minima une fois par an. Un examen des analyses accompagne cet envoi. Cet examen est notamment réalisé au regard des valeurs limites de référence définies dans les arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d’évaluation et les modalités de détermination de l’état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l’état chimique des eaux souterraines.

CHAPITRE 2.2 DIAGNOSTIC DE POLLUTION

Un bilan quadriennal est réalisé tous les 4 ans conformément aux recommandations du guide « Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués » de la Direction Générale de la Prévention des Risques d’avril 2017 et déposé sur la même plateforme gouvernementale dédiée (GIDAF, actuellement) que les résultats des campagnes prescrites au chapitre 2.1 du présent arrêté.

L’exploitant fournit un premier bilan quadriennal dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce premier bilan étudie notamment les différences de concentrations en perchloroéthylène observées entre les piézomètres 11, 12, et 17 (*Selon les numérotations retenues dans les rapports de suivi des eaux souterraines du site établis par la société SOCOTEC des 11 janvier 2021, 1^{er} décembre 2021 et 24 juin 2022*). Ce premier bilan est directement transmis à l’inspection des installations classées en plus du dépôt sur la plateforme gouvernementale dédiée.

Dans le cas où un bilan quadriennal statuerait, pour un ou plusieurs des polluants suivis, sur un impact du site sur la qualité des eaux souterraines, l’exploitant identifie la ou les origines de cet impact et en informe l’inspection des installations classées. Le cas échéant et si nécessaire, l’exploitant appuie ses conclusions sur la base d’analyses de sol réalisées conformément aux recommandations du guide « Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués » de la Direction Générale de la Prévention des Risques d’avril 2017.

CHAPITRE 2.3 ACTIONS CORRECTIVES

Dans le cas où une ou plusieurs sources de pollution originaires du site sont identifiées, l’exploitant établit et met en œuvre un plan de gestion afin de traiter ces sources de pollution. Le cas échéant, il en informe l’inspection des installations classées.

TITRE 3 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION

CHAPITRE 3.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société EIFFAGE INFRASTRUCTURES.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de TROYES, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

CHAPITRE 3.2 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **06 SEP. 2024**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.